



Rapport de  
Conférence  
AFIF 2014

Organisé par :

**emrc**  
Growing Partnerships for Africa

Accueilli par :

**KfW** DEG

# Rapport de Conférence



**AFIF**  
**4 – 5 juin 2014**  
**Cologne, Allemagne**  
**Siège de la DEG**



# Sommaire

Remerciements	Page 4
Préface	Page 4
A propos d'EMRC	Page 5
A propos de DEG	Page 6
Programme du Forum	Page 8
Résumé	Page 12
Ouverture officielle	Page 14
Jour I – 4 Juin 2014, Mercredi	Page 17
<b>Session Plénière 1 :</b>	Page 18
<b>Améliorer l'accès au financement</b>	
Partie I: <b>Les institutions internationales de finance / développement</b>	Page 18
Développer un secteur financier efficace et diversifié en Afrique	
Partie II: <b>Les solutions innovantes pour favoriser l'accès au financement</b>	Page 22
Le rôle des banques dans l'aide aux entreprises locales pour trouver des fonds en devises étrangères et nationales/ Comblent le manque de Petites et Moyennes Entreprises en Afrique	
<b>Session Plénière 2 :</b>	Page 26
<b>Développement du Secteur Privé</b>	
Présentation Spéciale: Promouvoir des approches fondées sur l'entreprise pour la croissance „à long terme“	
<b>Concours de l'Incubateur de Projet EMRC</b>	Page 28
Jour II – 4 Juin 2014, Jeudi	Page 31
<b>Session Plénière 3 :</b>	Page 32
<b>Développer un secteur agroalimentaire durable / Augmenter l'accès au financement dans l'Agribusiness</b>	
<b>Présentation – Les opportunités d'investissement dans l'état du Delta, Nigéria</b>	Page 35
<b>Session Plénière 4 :</b>	Page 37
<b>Augmenter l'accès au financement dans les secteurs clés – Fourniture d'Énergie, d'Eau et d'Infrastructure</b>	
<b>Annnonce de l'AgriBusiness Forum</b>	Page 41
<b>Clôture Officielle</b>	Page 42

Tous droits réservés. La reproduction du contenu de ce produit d'information pour la revente ou pour d'autres buts commerciaux est interdite sans la permission écrite des détenteurs des droits d'auteur.

Les demandes pour les permissions doivent être adressées à :  
 EMRC International  
 Avenue Louise, 287  
 1050 Bruxelles – Belgique  
 Tel.: +32 (0)2 626 15 15  
 Fax: +32 (0)2 626 15 16  
 E-mail: info@emrc.be

© EMRC 2014  
 Graphisme : Pitch Black Graphic Design, Berlin/La Haye  
 Rapport : co-écrit par Pierre Coetzer

## Remerciements

Cette publication constitue le rapport de l’Africa Finance & Investment Forum 2014, qui s’est tenu à Cologne, Allemagne le 4 et le 5 juin 2014. Le Forum a été organisé par EMRC International et a été accueilli par DEG (Deutsche Investitions - und Entwicklungsgesellschaft mbH) à son siège social.

Le programme de cette année s’est concentré sur les défis actuels auxquels le secteur financier d’Afrique sub-saharienne doit faire face, tels que « Le rôle des Institutions Internationales de Finance /de Développement », « Les Solutions innovantes pour améliorer l’accès au financement » et « Améliorer l’accès au financement dans les secteurs clés (agriculture, eau, énergies renouvelables) », entre autres.

EMRC International voudrait exprimer sa gratitude aux partenaires du Forum, à savoir : la BNDES (Banque de Développement du Brésil), AFREXIMBANK, la BEI (Banque Européenne d’Investissements) ; la SID ( la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé), IFC (Banque Mondiale) ; l’ONU /OMC – Centre du Commerce International ; ADC (African Development Corporation) ; l’Etat du Delta (Nigéria) ; Shell Foundation et les organisations allemandes de commerce/ d’affaires AfrikaVerein et SAFRI (Southern Africa Initiative of German Business).

## Préface

L’Africa Finance & Investment Forum (AFIF) est un des événements phare d’EMRC, et vise à renforcer le secteur privé en Afrique en encourageant les partenariats et en attirant les investissements. Le Forum est destiné aux entrepreneurs désireux d’obtenir des financements pour leurs projets, aux investisseurs (privés et institutionnels) cherchant des projets, ainsi qu’aux décideurs, aux financiers et aux banquiers. AFIF est devenu un rendez-vous annuel du circuit des conférences centrées sur les affaires africaines et le rôle du secteur financier sur le développement durable du continent.

Cette année, le Forum a allié une session de formation (d’un jour et demi), des sessions plénières, des rencontres d’affaires B2B pré-organisées et des activités de réseautage informelles. EMRC International est très reconnaissant de la participation active des délégués, des orateurs, des sponsors et des partenaires dans l’édition 2014 de l’Africa Finance & Investment Forum (AFIF).

## A propos d’EMRC

### Mission d’EMRC

Etablie à Bruxelles en 1992, EMRC est une association internationale à but non lucratif qui a pour mission de renforcer le secteur privé africain via des partenariats pour un développement économique durable. EMRC est composée d’un réseau d’entrepreneurs, de financiers, de consultants et de membres basés dans le monde entier.

### Vision d’EMRC – Créer des partenariats d’affaires durables pour l’Afrique.

En septembre 2000, l’Assemblée Générale des Nations Unies a adopté à l’unanimité la Déclaration du Millénaire. La déclaration a élaboré un plan pour atteindre une série d’Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui ont pour but principal de réduire de moitié la pauvreté à travers le monde pour 2015. EMRC a accepté de relever le défi et est déterminée à être active pour atteindre les objectifs avant l’échéance, en se concentrant sur le développement de partenariats d’affaires durables pour l’Afrique.



**Au sein d’EMRC nous sommes engagés dans les objectifs suivants qui sont le pilier de notre vision :**

1. Contribuer au développement du **secteur privé** en Afrique et alimenter la croissance dynamique des **marchés émergents** d’Afrique
2. **Encourager la collaboration** entre les **secteurs public et privé**
3. **Mobiliser l’innovation** pour un secteur privé africain en pleine évolution
4. **Créer un environnement optimal** pour l’association de partenariats d’affaires durables afin d’assurer la présence de **bons investisseurs** en Afrique pour faire des affaires
5. Stimuler le **dialogue** et promouvoir le **partage des connaissances**
6. Encourager **l’innovation**, le **commerce** et **l’industrialisation** à travers le continent africain



Nous croyons que les contacts directs et les rassemblements d'affaires, durant lesquels des informations sont partagées et des idées sont échangées, sont le meilleur moyen de favoriser des partenariats d'affaires réels, de promouvoir la collaboration de personnes à travers les continents et de construire une entente mutuelle sur les marchés internationaux.

**Nos principaux outils pour mettre en application nos objectifs sont les suivants :**

- **Une équipe d'experts multilingue et multiculturelle:** nous sommes une équipe multiculturelle et multilingue. Nous venons de 9 pays sur 3 continents différents et nous parlons 9 langues à nous tous. Nous travaillons avec passion pour accomplir les buts organisationnels d'EMRC qui sont la création de partenariats sérieux pour un développement durable en Afrique.
- **Une « banque de données » :** EMRC agit comme une plateforme où des informations pratiques sont rassemblées et diffusées. Cela est réalisé en coopération avec des sources variées : des investisseurs et des entrepreneurs, les secteurs public et privé, des organes gouvernementaux et des institutions internationales du monde entier.
- **Des partenaires stratégiques et des contacts durables à travers le monde :** avec 20 années d'expérience dans la planification, l'organisation et la production de conférences, de séminaires, de forums et de missions d'affaires, nous avons gagné de précieux partenaires et des contacts à travers le monde : des multinationales, des bailleurs de fonds, des agences gouvernementales, des agences de l'ONU, des banques, des institutions académiques, des grandes marques et bien plus.
- **Les partenaires d'EMRC incluent :** PanAAC, le PNUD, l'AfDB, la FAO, le FIDA, le PAM, IFC, FARA, Le Fonds Mondial, ONUSIDA, Rabobank, Heineken, Diageo, KPMG, Monsanto, Yara, Omnia, Afgri, ABC South Africa, Absa, Progis et d'autres encore, pour offrir la plateforme la plus étendue possible de manière à répondre aux demandes émanant de l'Afrique avec des offres du monde entier.

## A propos de DEG

### Mission de DEG

La mission de DEG, une filiale de KfW, est de promouvoir les initiatives d'affaires dans les marchés des pays en développement et émergents afin de contribuer à la croissance durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales. Dans cette optique, nous rendons disponibles des financements sur le long terme ainsi que des services de conseils pour les entreprises privées investissant dans ces pays.

**Pour être précis :**

- Nous finançons des investissements directs dans nos pays partenaires, de manière à apporter une contribution durable pour le progrès de leur développement économique.
- Nous rendons disponibles des investissements sur le long terme comme moyens de partager les risques provenant des investissements et afin de les rendre moins vulnérables aux crises.
- Nous donnons des conseils aux entreprises sur des questions relatives à l'analyse de risques et de développement de produits.
- Nous investissons dans des projets dans tous les secteurs de l'économie, allant de l'agrobusiness à l'industrie manufacturière ou encore aux services et à l'infrastructure.
- Nous promouvons le développement du secteur financier tout en renforçant les marchés locaux de capitaux de manière à faciliter un accès fiable à la finance d'investissement sur le terrain, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. En faisant cela, nous contribuons à des effets de croissance additionnels.
- Nous utilisons de manière quasi exclusive nos propres fonds plutôt que des fonds émanant du budget du gouvernement fédéral.
- Nous suivons les standards internationaux en matière de durabilité environnementale et sociale.
- Nous portons une attention particulière à veiller à ce que nos investissements génèrent des effets positifs sur le développement dans nos pays partenaires. DEG contribue aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui sont un engagement conjoint des pays industrialisés et en développement pour s'attaquer au problème de la pauvreté en proposant des réponses durables.

### Vision

**Nous arborons une approche orientée sur les effets**

C'est de la plus grande importance pour nous que les investissements co-financés par DEG aient des effets durables bénéfiques dans les pays en développement. Nous mettons l'accent sur les entreprises qui réussissent sur le long terme et sur des investissements à valeur ajoutée qui produisent des effets réels. Et nous analysons régulièrement ces effets.

Le plus récent exercice offre un exemple des effets positifs des financements fournis par DEG. Dans nos pays partenaires, les nouveaux engagements pour 2012 étaient responsables en matière de :

- Création et garantie de 435.000 nouveaux emplois
- Contribution de 827 millions d'euros annuellement aux recettes publiques
- Génération de 4.1 milliards d'euros net de recettes en devises par an

**Rendre le développement possible**

Les activités de DEG génèrent un développement durable. Pour nous, le développement durable signifie l'amélioration des conditions de vie des populations locales économiquement, écologiquement et socialement, sur la durée (effets). La manière la plus sûre d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement et dans les pays émergents (résultats) est en créant des emplois qualifiés, avec le secteur privé fournissant neuf emplois sur dix. C'est l'approche que nous suivons en rendant disponibles des capitaux d'investissements sur le long terme aux entreprises privées et, en faisant cela, nous facilitons les projets d'investissements sur les marchés des pays émergents et en développement (intrants). Les entreprises sont ensuite capables d'accroître leurs capacités de production par exemple (rendement).

# Programme

Mardi, 3 juin 2014

17h00 – 18h30 **Réception de Bienvenue, offerte par Jürgen Roters, Maire de la ville de Cologne**  
City Hall, Cologne  
Présentation par  
*Gabriele C. Klug, Trésorière de la ville de Cologne, Allemagne*  
*Karl Weinfurtnner, Directeur Région Afrique – DEG, Allemagne*  
*Monty Jones, Président – EMRC International, Belgique*

Mercredi, 4 juin 2014

08h00 – 08h45 Inscription à la Conférence

08h45 **Ouverture officielle**  

- *Président de l'AFIF2014* – Prof. Monty Jones, Président – *EMRC International*, Belgique
- Bruno Wenn, Président Directeur Général – *DEG (Deutsche Investitions - und Entwicklungsgesellschaft mbH)*, Allemagne
- Thomas Silberhorn, Secrétaire d'Etat Parlementaire – *BMZ (Ministère allemand de la Coopération et du Développement Economique)*
- S.E. Emmanuel Eweta Uduaghan, Gouverneur – *Delta State*, Nigéria

09h45 **Session Plénière I – Améliorer l'Accès au financement**  
**Partie 1 – Les institutions internationales de finance / développement**  
 ▪ Développer un secteur financier efficace et diversifié en Afrique  
  
*Modérateur:* Babacar Ndiaye, *Président Honoraire – Banque Africaine de Développement*, fondateur d'Afreximbank et de l'*African Business Roundtable*, Sénégal  
  

- André Laude, Directeur des Investissements – *SFI (Société Financière Internationale, BM)*, France
- Luiz Eduardo Melin, Directeur Général – *BNDES (Banque Brésilienne de Développement)*, Brésil
- Heike Rüttgers, Chef de Division – *BEI (Banque Européenne d'Investissement)*, Luxembourg
- Farid Mohamed Masmoudi, Directeur suppléant Développement d'affaires & Département des partenariats – *SID (Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé)*, Royaume d'Arabie Saoudite
- Bruno Wenn, Président Directeur Général – *DEG*, Allemagne

Mercredi, 4 juin 2014

11h00 **Pause café**

11h30 **Partie 2 – Les solutions innovantes pour favoriser l'accès au financement**  
 ▪ Le rôle des banques dans l'aide aux entreprises locales pour trouver des fonds en devises étrangères et nationales  
 ▪ Comblent le manque de Petites et Moyennes Entreprises en Afrique  
  
*Modérateur:* Arthur Levi, Conseiller Senior – *EMRC International*, Belgique  
  

- Dirk Harbecke, Directeur Général – *ADC (African Development Corp.)*, Allemagne
- Hendrik Jordaan, Président & Directeur Général – *1K1V (One Thousand & One Voices)*, Etats Unis d'Amérique
- Cheick-Oumar Sylla, Directeur, Investissements Directs & Département Financements – *SID (Société Islamique pour le Développement du secteur privé)*, Royaume d'Arabie Saoudite
- Torek Farhadi, Conseiller Senior accès au financement pour les PME – *CCI (ONU/OMC Centre du Commerce Intl)*, Suisse

13h30 **Déjeuner**

15h00 **Session Plénière II – Développement du Secteur Privé**  
**Présentation Spéciale :**  
**Promouvoir des approches fondées sur l'entreprise pour la croissance "à long terme"**  
  
*Introduction de :* Arthur Levi, Conseiller Senior – *EMRC International*, Belgique  
  

- Chris West, Directeur Général – *Shell Foundation*, Royaume Uni
- Sello James Mahlangu, Directeur – *Mbali Administrations*, Afrique du Sud
- Bamanga Tukur, Président – *ABR (African Business Roundtable)*, Afrique du Sud, Membre du Conseil Général, *BIsD*, Arabie Saoudite

15h30 **Concours de l'Incubateur de Projet EMRC AFIF 2014**  
 Introduction par EMRC et présentation des projets des finalistes 2014  
  

- Magloire N'Dakon, *Africa Pure Technology*, Côte d'Ivoire
- Jacques Mabanza, *Fonds d'Actions Mutuelles*, République of Congo
- Ismaël Yameogo, *MÂÂM Expertises*, Burkina Faso

*Modérateurs:*  

- Babacar Ndiaye, *Président Honoraire – Banque Africaine de Développement*, fondateur d'Afreximbank et de l'*African Business Roundtable*, Sénégal
- Idit Miller, VP & Directrice Générale – *EMRC International*, Belgique
- Arthur Levi, *Conseiller Senior – EMRC International*, Belgique

16h30 **Pause café (servi durant les rencontres B2B)**

16h30 – 19h00 **B2B – Rencontres d'affaires pré-organisées**

19h30 **Dîner d'affaires AFIF 2014**  
 Annonce du lauréat du Concours de l'Incubateur de Projet – AFIF2014

Jeudi, 5 juin 2014

09h00

**Session Plénière III: Développer un secteur agroalimentaire durable****Partie 1: Augmenter l'accès au financement dans l'Agribusiness**

- Présentation de l'"Africa Agriculture & Trade Investment Fund"
- Proposition pour équilibrer les investissements publics et privés dans la gestion des risques agricoles dans l'agro-industrie familiale en Afrique
- Le commerce intra-régional et intercontinental dans l'Agro-alimentaire, expériences, opportunités et défis

*Modérateur:* Rosemary Nankabirwa, *Journaliste*, Kenya

- Anne-Katrin Gruenewald, Directrice des Fonds "Africa Agriculture and Trade Investment Fund" – *Deutsche Bank*, Allemagne
- Jonathan N. Agwe, Conseiller Finance Rurale – *FIDA (Fonds International pour le Développement de l'Agriculture)*, Italie
- Toshiaki Ono, Responsable du secteur Agribusiness (Finance et Investissement) – Division des Infrastructures Rurales et des Agro-Industries (AGS), *Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)*, Italie
- Philippe Tokpanou, Conseiller Spécial du Président – *REC-CEDEAO & EXPECT Initiative Lead Facilitator*, Côte D'Ivoire
- Jean Panti, Directeur Général – *FNM (Fonds National de la Microfinance)*, Bénin

10h30

**Directeur Général – FNM (Fonds National de la Microfinance), Bénin**

"L'état du Delta au-delà du pétrole" par

- Son Excellence, Dr. Emmanuel Eweta Uduaghan, Gouverneur Exécutif de l'Etat du Delta, Nigéria
- Présentation spéciale du "Delta Leisure Resorts Limited" par
- Princess Abiodun Oyefusi, Directrice Générale du Groupe

*Moderator:* Idit Miller, VP & Directrice Générale – *EMRC International*, Belgique

11h10

**Pause Café**

11h40

**Session Plénière IV: Augmenter l'accès au financement dans les secteurs clés – Fourniture d'Énergie, d'Eau et d'Infrastructure**

- Les défis de financements de projets de petite, moyenne, et grande envergure en Afrique

*Modérateur:* Arthur Levi, Conseiller Senior – *EMRC International*, Belgique

- Karl Weinfurter, Directeur Afrique – *DEG*, Allemagne
- Günther Mate, Responsable Senior des Prêts – *BEI (Banque Européenne d'Investissement)*, Luxembourg
- Randy Welsch, Directeur Général, *JIBU*, Etats-Unis d'Amérique
- Tali Levin, Consultant – *Projets hydriques*, Israël

13h10

**Annnonce officielle de l'Agribusiness Forum 2014**

- Agribusiness Forum 2014 – Kinshasa, République Démocratique du Congo

13h30

**Déjeuner**

14h50

**Clôture officielle de l'AFIF 2014**

- Joachim Schumacher, Directeur Senior Afrique & Amérique latine – *DEG*, Allemagne
- Arthur Levi, VP & Directrice Générale – *EMRC International*, Belgique

Jeudi, 5 juin 2014

15h30

**Pause café (servi durant les réunions B2B)**

Annonce du Lauréat du Concours de l'Incubateur de Projets – AFIF 2014

15h30 – 18h00

**B2B – Rencontres d'affaires B2B pré-organisées**

Formation Pré-Conférence - Cologne, Allemagne

Lundi, 2 juin - 10h30/17h00 &amp;

Mardi, 3 juin - 9h00/17h00

En guise d'introduction et en prévision de l'«Africa Finance & Investment Forum 2014», EMRC organise en collaboration avec une équipe d'experts de l'ONU/OMC Centre du Commerce International – une formation pour cadres dirigeants de deux jours sur le thème : « Les Sources de financement & comment présenter un plan d'affaires » adressé exclusivement aux participants de l'AFIF 2014. La formation sera organisée par groupes linguistiques: en anglais, français et portugais.



## Resume

Le discours sur l'Afrique en plein essor est désormais bien rodé. « L'Afrique qui monte » est aujourd'hui bien connue des investisseurs avertis du monde entier. Pour un nombre croissant d'entreprises, ce n'est plus tant une question de savoir si il faut ou non s'implanter sur le continent africain, mais plutôt une question de savoir quand, où et comment. C'est là une énorme satisfaction pour EMRC, qui n'a eu cesse, au cours des deux dernières décennies, de se faire l'écho du potentiel économique de l'Afrique, même lorsque c'était beaucoup moins à la mode.

Aussi positive et satisfaisante que puisse être cette évolution, personne ne doute du fait que les défis restent énormes, et le l'Africa Finance & Investment Forum (AFIF) qui s'est tenu à Cologne en Allemagne, du 2 au 5 Juin 2014, a servi une fois de plus à souligner cette réalité.

L'Africa Finance & Investment Forum 2014 est le premier événement AFIF tenu en Allemagne, la puissance économique incontestée du continent européen, et un partenaire économique de premier plan pour l'Afrique en matière de commerce et d'investissement. Le Forum a été ouvert par le professeur Monty Jones, le président nouvellement élu d'EMRC, aux côtés de Bruno Wenn, directeur général de la DEG (institution allemande pour le financement du développement). Plus de 200 délégués et représentants d'entreprises de toute l'Afrique et du monde se sont réunis au siège de la DEG à Cologne.

Le thème directeur du Forum 2014 était le financement des opportunités d'affaires. Les séances, débats et présentations ont porté sur des questions d'actualité telles que des solutions innovantes pour l'accès à la finance et aux investissements dans les secteurs clés de l'économie. De plus en plus, le continent africain invente ses propres solutions et innovations, qui inspirent à leur tour le reste du monde et permettent d'explorer de nouvelles approches en matière de financement pour l'Afrique.

Plusieurs discussions clés ont eu lieu autour de la nécessité de renforcer le développement du secteur privé, et de promouvoir des approches entrepreneuriales pour assurer une croissance économique à long terme.

L'accès au financement pour le secteur agricole, le plus grand secteur d'activité du continent en matière d'emplois, a reçu une attention toute particulière, tout comme un certain nombre d'autres secteurs clés de l'économie comme l'énergie, les infrastructures et l'eau. Une session spéciale a également été consacrée aux opportunités d'investissement dans l'Etat du Delta au Nigéria.

Le Forum a rassemblé des intervenants de haut niveau et des experts reconnus, tels que Babacar Ndiaye, ancien président et président d'honneur de la Banque Africaine de Développement, Luiz Eduardo Melin, directeur général de la Banque

de Développement du Brésil (BNDES), et Bamanga Tukur, président de l'African Business Roundtable.

Le Forum a également été l'occasion pour la remise du **Prix Incubateur de Projets EMRC**, comprenant une somme de **15.000 dollars** en liquide pour son titulaire. Magloire N'Dakon de la Côte d'Ivoire a remporté le prix cette année, en reconnaissance des remarquables solutions innovantes de son organisation en matière d'informatique, et le rôle que ces innovations jouent dans la création d'emplois et la génération de revenus.

Aux séances plénières de l'événement se sont rajoutées plus de 550 rencontres « business to business » (B2B), permettant de créer des opportunités de partenariats avec un impact réel pour des milliers de personnes.

Les partenaires d'AFIF pour le Forum 2014 comprennent la **BNDES** (Banque de développement du Brésil), **Afreximbank**, la **BEI** (Banque européenne d'investissement), l'**SID** (Société islamique pour le développement du secteur privé), la **SFI** (Société financière internationale), l'**ONU / OMC CCI** (Centre du commerce international), l'**ADC** (African Development Corporation), l'**Etat du Delta** (Nigéria), la **Delta Leisure Resort**, la **Fondation Shell** et les organisations représentatives du commerce extérieur allemand et du monde des affaires, à savoir **AfrikaVerein** et **Safri** (Initiative des entreprises allemandes pour l'Afrique australe).

Le niveau des débats et des discussions au cours du Forum a démontré une fois de plus l'intérêt croissant que le continent africain suscite parmi les chefs d'entreprise et les investisseurs, et mis en évidence le poids et l'importance grandissante de l'Afrique dans l'économie mondiale. EMRC est fier d'accompagner ce mouvement et de faire partie de l'engagement soutenu du continent africain dans l'amélioration de son bien-être, et son parcours vers davantage de prospérité.



En préparation du Forum AFIF 2014, EMRC a organisé en collaboration avec le Centre pour le Commerce International (CCI) de l'ONU / OMC, une formation de deux jours sur les sources de financement et la présentation d'un plan d'affaires, les 2 et 3 juin 2014. Organisé en collaboration avec une équipe d'experts du CCI, la formation a été consacrée exclusivement aux participants de l'AFIF et leur a donné des outils pratiques et des connaissances liées à l'accès au financement, ce qui fut une précieuse préparation aux discussions tenues lors de l'événement.

## Ouverture officielle



**Idit Miller**

Vice-présidente et directrice générale, EMRC, Belgique

Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC, a officiellement ouvert le Forum. Elle a commencé par remercier la DEG en tant que partenaire d'accueil d'EMRC, notant que c'était la première fois que l'AFIF se tenait en Allemagne. Elle a ensuite présenté le professeur Monty Jones, président nouvellement élu d'EMRC, et « chercheur

africain de premier plan, hautement engagé pour mettre l'Afrique sur la voie d'une croissance durable ».

Miller a ensuite présenté le sujet principal du Forum de cette année, à savoir le financement des opportunités d'affaires, un ingrédient essentiel pour engager le continent africain sur la voie d'une croissance durable. « Il ne fait aucun doute que le secteur de la finance doit être équipé pour remplir son rôle moteur dans la croissance des grandes et des petites entreprises. L'accès au financement est la clé de la réussite à long terme de l'Afrique en matière d'entrepreneuriat, de commerce et de développement durable, non seulement au bénéfice du secteur privé, mais pour l'économie dans son ensemble », a-t-elle expliqué. Accueillir ce Forum en Allemagne, première économie d'Europe, centre financier et partenaire commercial majeur du continent africain, constitue un choix stratégique naturel à cet égard.

Comme souvent, il faut des partenariats pour aider à transformer les visions en réalité, et en la matière, EMRC ne fait pas exception à la règle : « Je tiens à remercier nos partenaires de cette année, notamment la BNDES (Banque de développement du Brésil); AFREXIMBANK (la banque commerciale de l'Afrique); la BEI (Banque d'investissement européenne); la SID (Société islamique pour le développement du secteur privé, membre de la Banque islamique du développement); ADC (African Development Corporation); l'état du Delta au Nigéria; le Delta Leisure Resort (Nigéria); la Fondation Shell; les organisations d'affaires germano-africaines AfrikaVerein et Safri (Initiative des entreprises allemandes pour l'Afrique australe), et enfin nos partenaires de la SFI (Société Financière Internationale, membre de la Banque mondiale) et le Centre du Commerce International (CCI) de l'ONU / OMC.

Miller a conclu en enjoignant les délégués à faire en sorte que le Forum soit aussi productif que possible, en se fixant des objectifs clairs. « Le fait que nous sommes tous réunis ici, venant de 46 pays, dont 26 en Afrique sub-saharienne et 20 en Europe, en Amérique et au Moyen-Orient, témoigne de l'importance de la question de l'accès au financement en Afrique ».



**Monty Jones**

Président, EMRC, Belgique

Le Prof. Monty Jones suivit Idit Miller sur le podium, dans son premier discours en sa qualité de président d'EMRC et de président du Forum.

« Je tiens à souhaiter personnellement la bienvenue à chacun d'entre vous au Africa Finance & Investment Forum de cette année », commença-t-il. Comme la plupart d'entre vous le savent, l'Afrique est riche en ressources naturelles. Mais il y a encore de nombreuses opportunités inexploitées: le continent détient un quart des terres fertiles de la planète, mais à peine 15 à 20% des terres en question sont utilisées aujourd'hui. Nous avons d'innombrables cours d'eau aménageables pour l'irrigation, et le potentiel d'être le grenier du monde. Comme nous avons tendance à dire ces jours-ci, l'Afrique, ce lion endormi, s'est réveillée. Plusieurs autres tendances se dessinent, notamment :

- La nette amélioration en matière de gouvernance et de politiques publiques
- La forte croissance économique, emmenée par l'investissement dans les ressources naturelles et une forte augmentation des transferts de fonds par les diasporas
- Une meilleure stabilité politique ainsi que l'amélioration des disciplines budgétaires
- Une croissance soutenue malgré la crise financière mondiale de 2008/2009
- Des flux importants d'investissements directs étrangers

Toutefois, mit en garde le Professeur Jones, des défis très importants restent à relever, y compris, bien entendu, le combat pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, le chômage élevé des jeunes et les inégalités importantes qui alimentent inévitablement les conflits, l'émigration et le désespoir.

Selon le Prof. Jones, l'on devrait notamment se focaliser sur les jeunes, sur les déficits d'infrastructure (en particulier dans l'énergie et les transports), sur l'élimination des barrières commerciales et la promotion du commerce régional et international. Le plus important est de renforcer les capacités du secteur privé et au niveau humain, d'éliminer les obstacles bureaucratiques et de récolter les avantages des marchés mondiaux. « L'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui sont à l'autre bout du monde, ont davantage d'échanges commerciaux avec l'Europe que l'ensemble du continent africain, alors que l'Europe et l'Afrique sont voisins » observa-t-il.

EMRC tient à aborder toutes ces questions, en mettant l'accent sur le secteur privé et l'investissement, pour permettre de réaliser le potentiel du continent.



**Bruno Wenn**

PDG de la DEG, Allemagne

Ce fut au tour de Bruno Wenn d'accueillir les invités: «C'est un honneur pour DEG d'accueillir le premier événement AFIF en Allemagne, et nous croyons fermement aux perspectives de l'Afrique ». Wenn a souligné l'importance du secteur privé, en particulier le rôle des PME, dans le développement du continent. « Les PME constituent l'épine dorsale de l'économie en Allemagne, nous avons donc une grande expérience à partager à cet égard et nous croyons fermement en l'importance des petites entreprises», a-t-il noté. «

Déjà, plus de 800 entreprises allemandes font des affaires en Afrique, employant

des milliers de personnes. Mais il reste bien plus à faire – l'heure de l'Afrique a sonné. La DEG est engagée de longue date en Afrique, et aujourd'hui le continent représente 20% de notre portefeuille d'investissements, réparti sur une grande diversité de secteurs: les énergies renouvelables, l'agriculture, les PME, et d'autres secteurs cruciaux ».

Wenn a conclu en appelant tous les délégués à faire pleinement usage des opportunités de networking et de rencontres B2B.



**Thomas Silberhorn**  
Secrétaire d'Etat parlementaire, BMZ (Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement), Allemagne

Thomas Silberhorn a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du gouvernement allemand, exprimant sa satisfaction du fait que le Forum soit organisé pour la première fois en Allemagne. « Le ministère allemand de la coopération et du développement économique soutient pleinement la notion de « solutions africaines aux problèmes africains ». Silberhorn souligna ensuite que l'Afrique souffre encore d'un problème d'image, et a exprimé sa sympathie pour le sort des personnes à travers le continent qui subissent les conséquences de conflits et de l'instabilité. « Pourtant, nous savons tous que l'Afrique est le continent de la croissance économique », a-t-il ajouté, soulignant que cette année verra un nouveau record du niveau des investissements directs étrangers.

La politique du ministère allemand pour le développement est centrée autour des domaines de la nutrition, de la santé, de la prévention de la violence, et de la formation des jeunes pour lutter contre le chômage, avec un accent particulier sur le secteur privé et les PME. « Les institutions financières traditionnelles ont tendance à se défler en raison des risques perçus, et nous devons par conséquent renforcer l'industrie financière locale, adaptée aux besoins spécifiques des clients », a-t-il ajouté.

Silberhorn a conclu en appelant à une réduction des obstacles au commerce intra-africain et à la continuation de l'amélioration de bonne gouvernance pour maintenir et renforcer les flux d'investissement.



**H.E. Dr. Emmanuel Eweta Uduaghan**  
Gouverneur exécutif, l'Etat du Delta, au Nigéria

Dr. Emmanuel EWETA Uduaghan, gouverneur exécutif de l'Etat du Delta, a commencé par souligner l'importance de la tenue du Forum en Europe: « J'espère que ce Forum va encourager les investisseurs européens à revenir et renforcer leur présence, et ne pas laisser l'intégralité du marché africain aux uniques investisseurs des pays émergents tels que l'Inde et la Chine ». Il nota l'insuffisance des réseaux de transport, et les possibilités de développement de l'infrastructure pour renforcer les liens intra-régionaux et promouvoir le commerce intra-africain. « L'Afrique est en train de répondre aux préoccupations des investisseurs étrangers, y compris sur les questions de gouvernance, de corruption et de sécurité, et en réalité, il faut bien dire que les perceptions de risque sont parfois exagérées ». En fin de compte, conclut-il, l'Afrique est aujourd'hui la meilleure destination pour l'investissement étranger.

## Jour I 4 Juin 2014 Mercredi



### Session Plénière 1 :

#### Améliorer l'accès au financement

##### Partie I: Les institutions internationales de finance / développement

Développer un secteur financier efficace et diversifié en Afrique

##### Partie II: Les solutions innovantes pour favoriser l'accès au financement

Le rôle des banques dans l'aide aux entreprises locales pour trouver des fonds en devises étrangères et nationales/ Comblent le manque de Petites et Moyennes Entreprises en Afrique

### Session Plénière 2 :

#### Développement du Secteur Privé

Présentation Spéciale: Promouvoir des approches fondées sur l'entreprise pour la croissance „à long terme“

#### Concours de l'Incubateur de Projet EMRC

## Day I 4 June 2014 Wednesday

### Séance plénière 1 – Améliorer l'accès à la finance

#### Partie I – Institutions financières internationales et institutions de développement

- Développer un secteur financier efficace et diversifié en Afrique

**Modérateur:** Babacar Ndiaye, Ancien président et président honoraire – Banque Africaine de Développement, Fondateur d'Afreximbank et de l'African Business Roundtable, Sénégal



**André Laude**  
Directeur général des investissements, Société Financière Internationale, France

André Laude de la SFI est un intervenant de longue date des événements EMRC. Fondée en 1956, la SFI est la branche du secteur privé de la Banque mondiale, et travaille exclusivement avec le secteur privé ou des entreprises publiques en cours de privatisation. En l'an 2000, la SFI prit la décision stratégique de focaliser ses activités en Afrique sur le secteur des matières premières et des ressources.

« Au travers des institutions dans lesquelles nous avons investi, notre portefeuille de prêts en cours atteint désormais plus de 1,5 milliards de dollars américains. A cela il faut ajouter un portefeuille de crédit de 869 millions de dollars, avec un rendement sur capitaux propres de l'ordre de 23,2%. Notre rôle est donc d'apporter des capitaux sur une base durable et rentable », a-t-il expliqué.

La SFI développe des services financiers abordables autour de trois piliers: services destinés aux prestataires de micro-finance, services bancaires de base, et l'infrastructure financière. « Nous utilisons une approche à deux niveaux, à savoir des services d'investissement et des services de conseil. Les services de conseil sont sans doute les services qui présentent le plus grand intérêt dans le cadre de ce Forum : ils visent à accroître les capacités techniques des prestataires de micro-finance. Ces prestataires ont souvent besoin d'assistance pour renforcer leur rentabilité. La SFI joue également un rôle de conseil dans la mise en place de bureaux de crédit, et de registres de garantie - un outil destiné à soutenir les petites entreprises qui fournissent des garanties sur base de leurs avoirs ». La SFI fournit des services de conseil aux institutions financières et d'autres clients pour accroître l'accès aux services financiers aux personnes à faible

revenu, et aux petites entreprises en Afrique sub-saharienne. Au cours de l'exercice 2013, la SFI a soutenu l'accès aux services financiers en Afrique sub-saharienne par le biais de 44 projets dans 19 pays, pour une valeur totale de 60,7 millions de dollars.

Les services de conseil de la SFI dans le secteur des services de détail comprennent notamment la micro-finance, les services financiers mobiles, les assurances, et un partenariat pour l'inclusion financière. La SFI a également créé le « Global Index Insurance Facility » (fonds général de mutualisation), bénéficiant déjà à 200.000 petits agriculteurs, en leur fournissant une assurance contre les pertes de récolte causées par les aléas climatiques.

Laude conclut en illustrant son intervention par une étude de cas sur le rôle de la SFI dans la mise en place de la FINCA, un partenariat pour l'inclusion financière en RD Congo, qui a jusqu'à ce jour versé des prêts pour une valeur de 35 millions de dollars, au bénéfice de 105.000 personnes.



**Luis Eduardo Melin**  
Administrateur-délégué de la BNDES (Banque de développement du Brésil), Brésil

La BNDES est un organisme public national avec un capital de 370 milliards de dollars. La banque a récemment établi une présence en Afrique, avec un bureau de représentation à Johannesburg. « Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de notre décision d'établir une présence en Afrique :

d'abord, un grand nombre de biens et de services brésiliens parviennent au reste du monde, y compris à l'Afrique, grâce à notre soutien. Nous disposons en outre d'un vaste réseau en Amérique du Sud, qui a connu une accélération du processus d'intégration régionale au cours des 10 dernières années, en particulier sur le plan économique et financier. Notre expérience est donc pertinente pour le continent africain ».

La BNDES possède en outre une expérience significative en matière d'agriculture et notamment l'agriculture familiale, de soutien aux PME, d'accès au financement, et d'intégration territoriale à grande échelle. « Nous avons acquis une expérience solide dans le domaine par notre soutien à la révolution agricole au Brésil, et nous souhaitons partager cette expérience avec les pays africains », a déclaré Melin. L'expertise technique de la banque dans d'autres domaines, notamment l'hydro-électricité, peut aussi s'avérer très utile dans le contexte africain : le Brésil dispose de nombreuses centrales hydro-électriques de taille et de technologies différentes.

« La BNDES est ouverte à l'établissement de partenariats en Afrique », a conclu Melin, « et nous sommes désireux de travailler dans ce sens avec les institutions financières africaines ».



**Heike Rüttgers**  
Directeur de la gestion et de la politique dans le département ACP - BEI (Banque européenne d'Investissement), Luxembourg

Heike Rüttgers a commencé par fournir un aperçu des opérations de la Banque européenne d'investissement en Afrique. « La priorité de la BEI reste l'Union européenne, bien sûr, mais nous avons plus de 50 ans d'expérience en Afrique, remontant à 1963 avec notre premier projet en Côte d'Ivoire.

La BEI a contribué à améliorer l'accès au financement en Afrique. Sur l'ensemble des fonds de la BEI alloués à l'Afrique, 40% vont à l'infrastructure, et 50% au développement du secteur financier local, indispensable moteur de l'économie locale.

En 2013, la BEI gérait 13 projets dans le secteur financier pour un montant d'environ 500 millions d'euros, focalisés sur l'amélioration de l'accès aux services financiers, et ce sur toute la gamme des instruments financiers. Rüttgers a également souligné l'importance du renforcement des capacités du secteur financier local, pour lequel la BEI apporte une assistance technique systématique.

Au cours des dernières années, la BEI a adopté une approche nouvelle, en travaillant davantage avec des institutions régionales, notamment pour ce qui concerne l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale. Dans ces régions, 160 millions d'euros ont été mis à disposition de 20 intermédiaires. La BEI cherche à travailler avec des partenaires locaux, et à bénéficier de leur expertise en matière de besoins locaux.

En termes d'impact, l'engagement de la BEI a bénéficié directement à près de 3.000 entreprises privées, et permis de créer 20.000 emplois.

Pour couvrir la période à venir, la BEI a été dotée d'une nouvelle enveloppe de 500 millions d'euros à dépenser d'ici à 2020. Cette enveloppe de « financement d'impact », dans laquelle « les actionnaires de la banque (à savoir les États membres de l'UE) permettent à la banque de prendre plus de risques, sera au service de projets avec un impact de développement élevé et permettra aux fonds d'être acheminés vers les fonds d'investissement sociaux et les économies les plus fragiles », a précisé Rüttgers en conclusion de son intervention.



**Farid Mohamed Masmoudi**  
Directeur par intérim pour le développement et le partenariat –  
SID (Société islamique pour le développement du secteur privé),  
Royaume d'Arabie Saoudite

La SID est la branche du secteur privé de la BID (Banque islamique de développement), une institution multilatérale de développement active dans 52 pays à travers le monde, dont 17 en Afrique sub-saharienne. « Nous cherchons à étendre notre présence sur le continent africain », a expliqué Masmoudi. La SID a deux orientations principales: d'abord d'améliorer l'accès au financement, ensuite de développer la finance islamique. La SID s'intéresse de près au développement de modèles alternatifs de financement, à même de compléter le financement dit « traditionnel ».

La SID propose ses services au secteur privé, aux institutions financières et aux PME. Un certain nombre de fonds d'investissement islamiques sont actifs dans différentes régions d'Afrique, favorisant une forme différente de la finance, à savoir la finance éthique et la finance islamique. La SID vise également à soutenir l'intégration régionale, l'un des thèmes clés du développement de l'Afrique.

Pour Masmoudi, il est temps de créer un passeport africain, à l'instar du passeport européen, qui donne aux citoyens européens le droit de circuler librement dans les États membres de l'UE.

Afin d'assurer l'expansion et le succès de modèles bancaires alternatifs et du financement islamique, la législation existante doit être mise à jour, et la SID travaille en étroite collaboration avec les gouvernements locaux pour encourager cela. Dans l'expérience de la SID, offrir aux PME la finance islamique a un impact significatif et positif.



**Bruno Wenn**  
PDG de la DEG (Institution de financement du développement),  
Allemagne

Il revint à Bruno Wenn, directeur général de DEG, de clôturer cette première séance plénière. « Nous semblons tous d'accord sur l'importance de la finance comme épine dorsale du développement » il remarque. « Les banques en Afrique sont de plus en plus professionnelles, de mieux en mieux régulées et mieux capitalisées. Elles sont en train de se consolider sur ces bases et nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'institutions bancaires pan-africaines. Cependant, est-ce suffisant? » demanda-t-il.

Il a souligné que le secteur de la micro-finance, par exemple, connaissait des avancées notables, mais que celles-ci sont fortement concentrées dans certaines régions. Environ 60% des PME ne sont toujours pas servies correctement, et cela doit changer. « Nous nous focalisons sur le développement des institutions financières et des banques de développement, mais la question de base est de savoir « que peuvent faire les gouvernements, les banques centrales, les régulateurs pour faciliter ce processus? ».

La DEG se concentre désormais sur l'identification des banques qui se sont engagées et sont prêtes à servir les PME, et de donner une assistance technique en cas de besoin. « Mais pour que cela fonctionne bien, nous avons besoin de bureaux de crédit et de procédures comptables fiables afin de réduire les risques et de réduire ainsi les coûts de financement », a-t-il conclu.

#### Séance de questions et réponses

La séance plénière a été suivie par une courte session de questions-réponses, au cours de laquelle les membres de l'auditoire n'ont pas hésité à remettre en cause certaines des affirmations faites pendant les présentations.

L'un des principaux points soulevés était que le principal défi de l'accès au financement était moins un problème de disponibilité, qu'une question de savoir comment concilier les moyens à disposition et les besoins des bénéficiaires potentiels. Un problème de partage de l'information, en somme.

L'importance d'établir une infrastructure financière, notamment la mise en place de bureaux de crédit, a également été considérée comme un élément essentiel dans l'élaboration d'outils financiers appropriés sur le continent.

## Partie II: Solutions innovantes pour améliorer l'accès à la finance

- Aider les entreprises locales à trouver des fonds en devises et monnaie locale
- Répondre aux besoins intermédiaires dans le marché

Modérateur: Arthur Levi, Comité exécutif d'EMRC, Belgique



**Dirk Harbecke**  
PDG, ADC (African Development Corporation), Allemagne

L'African Development Corporation (Société africaine pour le développement – ADC) a démarré en tant que société de capitaux privés. Aujourd'hui, c'est un groupe panafricain qui en train d'émerger, avec une présence accrue en Afrique sub-saharienne, fournissant des services bancaires commerciaux et des relations bien établies avec le monde de l'entreprise, ainsi que des services de banque de détail fournis à travers une infrastructure et des produits innovants.

« Lorsqu'il s'agit de faire des affaires en Afrique, la confiance et les bonnes relations sont fondamentales. Mon message est clair: tous nos investissements clés se sont matérialisés grâce à nos relations avec un réseau de partenaires en Afrique: notre investissement dans le capital de Union Bank, par exemple, a été rendu possible grâce à nos contacts avec la Bank ABC ».

Harbecke a également ajouté quelques contre-arguments à certains points soulevés lors de la séance précédente, aux cours de laquelle une plus grande ouverture de la part de banques internationales aux investissements en Afrique était évoquée. Chez ADC, l'on estime que la réalité est quelque peu différente: il y a, par exemple, encore beaucoup de particularités auxquelles il faut faire face, parmi lesquelles les obstacles bureaucratiques, les exigences des clients, ou les besoins de la lutte contre le blanchiment d'argent. Il y a aussi des problèmes structurels. « Nous devons naturellement travailler avec des banques locales, le problème, c'est que ces institutions sont généralement trop petites, avec des avoirs et capitaux propres très réduits. Pour le moment, le principal centre financier international pour l'Afrique reste Londres », a-t-il observé.



**Hendrik Jordaan**  
PDG, 1K1V (One thousand and one voices), Etats-Unis

Hendrik Jordaan suivit sur le podium, avec une présentation de One thousand and one voices ou 1K1V (« Mille et une voix »), un nouveau modèle de capital-investissement pour l'Afrique sub-saharienne: « 1K1V repose sur trois piliers : Familles, capital et prospérité ».

Il a expliqué que 1K1V regroupe des grandes familles dans plusieurs grandes régions géographiques, et les amène à contribuer en termes de capitaux, de compétences, de relations et d'expérience. Ces familles ont une vision à long terme du capital, à savoir que l'argent investi doit rester dans une entreprise aussi longtemps que nécessaire.

Au sein de 1K1V, les relations familiales et l'expertise intellectuelle sont considérées comme du capital. « Nous faisons souvent référence à ce que nous appelons le



« **capital en trois dimensions** », et ce modèle transforme fondamentalement le modèle typique de capital-investissement. Quand il s'agit de définir la prospérité, il s'agit non seulement de considérer le profit financier, mais aussi le bien-être créé. En d'autres termes, nous cherchons des meilleurs rendements financiers, mais de la bonne manière ».

Les pays cibles comprennent certaines des économies à forte croissance en Afrique subsaharienne, comme l'Éthiopie, la Tanzanie, la Zambie et la Côte d'Ivoire, ainsi que les pays démocratiques ou aux systèmes politiques hybrides.

Au cours des prochaines années 1K1V se concentrera, en matière de portefeuille, sur une allocation plus ou moins uniforme sur quatre secteurs primaires à travers l'Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et en Afrique australe: logistique et distribution, agro-industrie, biens de consommation, et la fabrication de produits.



**Kenneth Ruredzo**  
Business Development Manager, Afreximbank, Zimbabwe

Ruredzo a commencé par expliquer la raison d'être d'Afreximbank : « Nous entendons souvent l'expression « solutions africaines aux problèmes africains », et Afreximbank a été créée précisément pour cette raison, en se préoccupant principalement du financement du commerce.

Concentrant sa présentation sur les conséquences pour les PME, il a souligné que l'un des problèmes économiques de l'Afrique est que les matières premières sont exportées à l'état brut, généralement sans valeur ajoutée. C'est en partie parce qu'un élément important de la chaîne de valeur est laissé de côté, à savoir la PME. En raison des barrières mises en travers de leur route, les PME en Afrique sont souvent incapables d'obtenir du financement. Afreximbank aide les PME à surmonter ces obstacles.

Il a ensuite donné des exemples concrets, citant les programmes d'Afreximbank de financement pour les PME qui ont contribué à aider les PME : l'outil de financement des exportations agricoles, l'outil de remise sur les factures à recevoir, et l'outil de gestion des créances. Ces outils jouent un rôle important, en aidant les secteurs clés dans les pays dans lesquels opère Afreximbank, comme le Zimbabwe, la Zambie et l'Éthiopie. Afin d'assurer l'accès au financement pour le commerce et le



développement des PME, des programmes de financement spécifiquement adaptés sont nécessaires.

« Afreximbank est fière de jouer un rôle de premier plan dans la création de structures viables dans l'espace pour le financement du commerce africain », a conclu Ruredzo.



#### **Cheick-Oumar Sylla**

Directeur de l'investissement direct et du Financement, SID, Royaume d'Arabie Saoudite

Cheick-Oumar Sylla a commencé par souligner divers points soulevés par les orateurs précédents. « Nous sommes tous conscients des nombreux défis et problèmes auxquels nous sommes confrontés – c'est pourquoi je voudrais pour ma part mettre l'accent sur les solutions », a-t-il lancé. C'est exactement ce que la SID cherche à faire. La Tamweel Holding s'occupe de financement du développement, en utilisant les principes de la finance islamique, et ne cherche pas tant à procurer un mode de financement « innovant », mais plutôt un financement « alternatif », il a précisé.

D'après Sylla, la finance islamique est de plus en plus demandée dans de nombreuses parties du continent africain. La SID est déjà active au Sénégal, en Guinée, en Mauritanie et au Nigéria, et vise à doubler sa présence, en commençant par le Mali.

Sylla a insisté sur l'importance d'une approche holistique dans les projets, ce qui signifie non seulement fournir des dépenses en capital, mais veiller à fournir un appui constant sur toute la durée d'un projet, avec un suivi rapproché, des rapports de dépenses et d'autres services de conseil. Cette approche globale vise à obtenir une vue d'ensemble permettant d'appréhender au mieux la complexité des défis. « Nous commençons toujours par examiner les mérites d'un projet. Pour améliorer la qualité des études de faisabilité, nous avons mis en place l'outil d'assistance technique, à travers lequel 75% d'une étude est prise en charge par le bénéficiaire, et le quart restant est absorbé par le prêteur. À ce stade, un total de 15 entreprises sont passées par ce processus, et nous avons une initiative visant à mettre en place un fonds de crédit-bail ainsi qu'un fonds d'investissement pour les PME régionales ».



#### **Torek Farhadi**

Conseiller principal, Accès au financement des PME - CCI (Centre du commerce international de l'ONU / OMC), Suisse

Torek Farhadi fut le dernier intervenant de cette session, avec une présentation sur l'accès au financement pour les PME: « Nous avons financé un grand nombre de banques en Afrique, mais les fonds ne semblent toujours pas atteindre les PME. En fait, je n'ai pas encore vu une banque privée venir dans ce Forum et nous dire combien de PME elle a financé. Alors, se peut-il que nous fassions trop confiance aux banques pour agir d'elles-mêmes? » demanda-t-il.

Il a ensuite souligné les obstacles clés affectant l'ensemble du secteur et a appelé les institutions financières à aller plus loin que la simple poursuite de leurs objectifs. Comme les banques ne souhaitent pas prendre de risques, les institutions financières doivent s'attaquer aux problèmes de liquidités et d'informations en compensant les risques collatéraux par des garanties et des taux d'intérêt élevés.

Toutefois, cautionna Farhadi, « le secteur privé ne peut pas tout faire - les gouvernements doivent aussi mettre en place des cadres réglementaires pour réduire l'écart entre les pourvoyeurs de capitaux et les bénéficiaires potentiels. Par exemple, les banques centrales doivent être incitées à adapter certains de leurs règlements pour accueillir les modes de financement islamiques. En outre, des bureaux de crédit doivent être mis en place et rendus opérationnels, de sorte que les banques aient accès à des informations de crédit lors de l'examen des dossiers de prêt ».

Le message clé, c'est qu'une meilleure information est l'ingrédient essentiel pour parvenir à un meilleur accès au financement pour les PME - et le fardeau de la preuve repose ici sur les PME. Le CCI fournit une assistance technique, notamment en matière de préparation des plans d'affaires, afin d'aider les PME dans leurs relations avec les institutions bancaires.



### Séance de questions réponses

La fin de la séance plénière fut l'occasion pour les membres de l'auditoire de poser des questions aux intervenants. Arthur Levi, dans son rôle de modérateur, a fait remarquer que le manque d'information est actuellement en partie comblé en partie par les fonds de capital-risque: « Ces fonds jouent un rôle plus actif aujourd'hui en Afrique que les banques », il remarque.

Plusieurs membres de l'auditoire ont remis en question certains points développés par les intervenants. Dirk Harbeke, de l'ADC, Allemagne, a fait remarquer que, bien que le manque d'information fût un problème, il y avait aussi un réel manque de financement disponible, ce qui ne correspond pas à l'idée formulée d'un simple fossé entre les fonds disponibles et les bénéficiaires potentiels. Un autre défi, toujours selon lui, était que bien qu'il n'y ait effectivement pas assez de financement pour les PME, il y avait aussi un grand nombre de prêts non rentables (un taux atteignant environ 20% pour les PME, par rapport à 5-6% pour les grandes entreprises). Autrement dit, les banques ne sont pas irrationnelles dans leur aversion pour le risque. Le premier défi qui se pose toujours est de fournir un plan d'affaires sérieux, il n'y a toujours pas suffisamment de banquiers qualifiés pour faire l'évaluation des risques. « Mon sentiment est que les banques font vraiment de leur mieux, et nous avons besoin de réduire le nombre de prêts non rentables ».

Un autre débat fut amorcé autour du thème des fonds de garantie et des régimes d'assurance-crédit comme outils pour faciliter le financement des PME. Les intervenants furent d'accord pour dire que ces systèmes étaient importants, mais souvent coûteux – les institutions de financement du développement pourraient donc être dans une meilleure position pour développer ces outils que les banques.

Enfin, il a été souligné par les membres de l'auditoire que les banques avaient encore à améliorer la connaissance de leurs clients. Il ne suffit pas de se cacher derrière la faible qualité supposée de plans d'affaires, par exemple, comme excuse pour ne pas chercher à améliorer l'accès à la finance.

### Séance plénière 2 - Développement du secteur privé

#### Présentation spéciale: Assurer une croissance sur le long terme par le biais des entreprises



**Chris West**  
Directeur général, Fondation Shell, Royaume-Uni

La Fondation Shell est un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume-Uni, fondé en 2000, avec une direction séparée de la société Shell Oil, mais dont ils peuvent tirer parti, le cas échéant. L'un des principaux domaines d'intérêt de la fondation est l'énergie, et l'Afrique est son principal terrain d'action. « Nous fonctionnons, à certains égards, presque

comme un « angel investor » ou un investisseur à un stade précoce à haut risque », a expliqué West. La Fondation Shell catalyse des solutions durables et évolutives aux problèmes de développement, dans les domaines de l'accès à l'énergie, de la mobilité et la création d'emplois. L'objectif de la fondation pour 2015 est de créer 50.000 emplois et d'améliorer la vie de 10 millions de personnes.

La fondation vise à aider les entreprises à atteindre la viabilité financière. West cita notamment l'exemple de M-Kopa, fournisseur renommé de système de paiement par téléphonie mobile au Kenya, et dont les fondateurs ont approché la Fondation Shell pour permettre aux gens d'acheter des lampes solaires et d'autres produits. Cette expérience démontre que le continent ne manque pas de talent entrepreneurial, mais le défi est l'accès aux services financiers et le soutien au développement de l'entreprise, et pas seulement dans l'élaboration de plans d'affaires. La grande question, expliqua West, était de savoir comment « combiner les compétences avec un financement structuré à moyen terme ».

Il s'agit bien là du fameux « chaînon manquant », et l'une des principales raisons derrière la création de Grofin. Grofin offre un appui sous forme d'un apport de compétences pour les start-ups et les entreprises en phase de croissance, et un financement structuré sur une période de 5 à 6 ans. L'organisation a financé plus de 500 entreprises en cours de démarrage en Afrique. Le « chaînon manquant » est la zone grise entre « l'argent gratuit », c'est à dire les dons venant de bailleurs de fonds, et le capital financier octroyé sur une base commerciale. La fondation Shell est à la recherche d'entreprises sociales, qui sont souvent des entreprises avec un retour sur investissement financièrement faible, mais avec un retour sur investissement social extrêmement important. « Comblé le fossé nécessite la collaboration de différentes organisations, et nous devons répondre à ce chaînon manquant, car c'est là que réside la vraie valeur dans les marchés comme l'Afrique ».



**Sello James Mahlangu**  
Directeur, Royal Funerals, Afrique du Sud

Royal Funerals est une entreprise de pompes funèbres en Afrique du Sud, fondée en 1999. « Je travaille dans cette industrie depuis l'âge de 12 ans, et j'ai pu aller à l'école grâce aux économies que j'ai pu ainsi réaliser », Mahlangu explique à son auditoire. « Mon entreprise a grandi très vite, surtout par le bouche à oreille, et aussi parce que nous nous sommes efforcés de répondre le mieux possible aux besoins de nos clients, en ajoutant des produits et services qui étaient demandés ». Toutefois, expliqua Mahlangu, « j'ai rencontré de nombreux obstacles bureaucratiques, même pour des choses simples comme l'installation des bureaux ».

Mahlangu a ensuite fait part des obstacles mis en travers de sa route pour obtenir un accès au financement, un problème qui d'après lui est le principal défi auquel doit faire face le secteur privé du continent. Plusieurs banques locales ont refusé de lui prêter du capital, jusqu'à ce que Grofin décide de travailler avec lui. « Je suis un produit de l'investissement direct étranger », a-t-il plaisanté, « et vous m'en voyez très reconnaissant ». Cela démontre que l'accès au financement demeure un obstacle pour de nombreuses PME à travers le continent africain, et que les organisations comme la Fondation Shell ou Grofin peuvent jouer un rôle important en comblant le déficit de financement.



**Bamanga Tukur**  
Président, ABR (African Business Roundtable), Nigéria

Bamanga Tukur est intervenu brièvement pour conclure la séance. « Quel est le parcours du combattant des entrepreneurs qui réussissent? » demanda-t-il. « L'ouverture des marchés et la libre circulation de biens et services sont un élément essentiel pour le succès des entreprises. Les marchés,

c'est avant tout une histoire d'acheteurs et de vendeurs faisant des échanges, et la libre circulation des biens et des personnes est un élément essentiel pour y parvenir. Tout facteur qui affecte ces trois points aura une incidence sur la réussite ou l'échec des entrepreneurs », a-t-il expliqué.

Il a ensuite exprimé la conviction que des Forums comme l'AFIF facilitent le commerce et ouvrent des marchés, tout en ouvrant le dialogue permettant aux acteurs du secteur privé de se rencontrer et de travailler réellement ensemble pour faire avancer les choses sur le terrain.

### Séance de questions-réponses

Au cours de la séance de questions-réponses, plusieurs questions pertinentes ont été posées aux intervenants.

Un débat fut amorcé sur la question du « chaînon manquant » et les raisons de l'écart entre les moyens de financement disponibles et les bénéficiaires potentiels. « Si cet écart existe, c'est que les solutions pour le combler ne sont pas développées », lança Chris West. Des solutions économiquement viables sont nécessaires pour jouer ce rôle, et il y a une nécessité pour un capital mixte, un capital « patient » et un soutien aux compétences d'affaires, comme le démontrent les exemples de Grofin et M-Kopa.

### Prix de l'incubateur de projets EMRC

Les travaux de la journée ont été clôturés par la présentation des finalistes du Concours de l'Incubateur de projets EMRC. Les trois finalistes ont été sélectionnés sur la base de leur approche innovante. Chaque projet est situé en Afrique sub-saharienne, avec une vision de durabilité, et crée des emplois ainsi que des retombées économiques pour les communautés locales.

Les finalistes ont été invités à présenter leurs projets au public en présence de trois assesseurs, à savoir Babacar Ndiaye, ancien Président et président d'honneur de la Banque africaine de développement, fondateur d'Afreximbank et de l'African Business Roundtable; Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC, et Arthur Levi, membre du comité exécutif d'EMRC.

Les finalistes étaient Magloire N'Dakon, de Africa Pure Technologies (Côte d'Ivoire), Jacques Mabanza, du Fonds d'Actions Mutuelles (République du Congo), et Ismael Yameogo de MAAM Expertises (Burkina Faso).

#### Magloire N'DAKON

Africa Pure Technology, Côte d'Ivoire

N'Dakon a donné un aperçu de son projet, Africa Pure Technology, (APT), un portail internet destiné aux petits agriculteurs en Côte d'Ivoire. Il est mis à jour quotidiennement et fournit des informations techniques utiles à l'exploitation agricole, ainsi que des informations sur les prix du marché en temps réel.

Bénéficiant de l'appui du ministère de l'agriculture, l'entreprise cherche à promouvoir le secteur de l'agro-industrie en Afrique, en encourageant l'automatisation



des processus, la formalisation du secteur de l'agro-industrie, et les exportations à haute valeur ajoutée de produits agricoles.

« Nous voulons utiliser le pouvoir d'internet au bénéfice de l'Afrique, mais notre site ne se limite pas au continent », a expliqué N'Dakon. « Si nous gagnons ce prix, nous allons l'utiliser pour le développement d'une application pour rendre notre plate-forme disponible et utilisable sur les téléphones mobiles. Cette technologie est d'ailleurs largement utilisée en Afrique de l'est », dit-il



#### Jacques Mabanza

Fonds d'Actions Mutuelles (FAM), République du Congo

Le FAM (Fonds d'Actions Mutuelles), fondé en 1998, est la deuxième institution de micro-finance au Congo Brazzaville. « Notre objectif est de lutter contre la pauvreté, en accordant des prêts à des personnes pauvres qui sont incapables de fournir la moindre garantie et ne détiennent aucun actif. Nous fonctionnons selon le modèle d'un plan d'épargne collective », Jacques Mabanza explique à un auditoire attentif.

Mabanza a ensuite présenté le succès du FAM, qui repose sur de solides structures de gouvernance interne, avec un conseil d'administration, une assemblée générale et des directeurs de succursales, ce qui permet un contrôle et un aperçu efficace. La société dispose de 29 succursales, avec 7 agences et 5.344 membres, et fournit des prêts aux particuliers.

Le FAM est l'une des institutions financières les plus innovantes du Congo, promouvant l'inclusion financière à travers l'intégration des personnes dans le système financier formel. « Nous avons actuellement des actifs sous gestion d'un montant de 2,1 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 644.000 dollars », conclut Mabanza.

« Si nous gagnons le prix, nous serons en mesure d'accorder des prêts à des groupes plutôt qu'exclusivement à des particuliers comme c'est le cas actuellement, et cela nous permettra d'étendre notre clientèle » a-t-il conclu.



**Ismaël Yameogo**  
Maam Expertises, Burkina Faso

MAAM Expertises est une entreprise de transformation de poulet basée au Burkina Faso. Le projet de MAAM Expertises est de construire une capacité d'élevage de 20.000 poussins destinés au marché local au Burkina Faso (aussi bien le marché de détail que le marché de gros), a expliqué Yameogo.

Le projet vise à répondre à tous les règlements et les critères en vigueur, et à mettre en place une unité de transformation des aliments pour assurer sa rentabilité à long terme. MAAM Expertises met également l'accent sur l'emploi des femmes. « Dans notre expérience les femmes sont plus fiables », a déclaré Yameogo, au grand amusement de l'auditoire.

« Nous avons reçu une subvention de 750.000 euros des Pays-Bas, ce qui a été un énorme soutien pour stimuler notre société. Si nous gagnons le prix, nous investirons la somme d'argent pour assurer la pérennité de l'entreprise », a déclaré Yameogo.

## Jour II 5 Juin 2014 Jeudi



Session Plénière 3 :  
Développer un secteur agroalimentaire durable / Augmenter l'accès au financement dans l'Agribusiness

Présentation – Les opportunités d'investissement dans l'état du Delta, Nigéria

Session Plénière 4 :  
Augmenter l'accès au financement dans les secteurs clés  
– Fourniture d'Énergie, d'Eau et d'Infrastructure

Annonce de l'AgriBusiness Forum

Clôture Officielle

## Day II

### 5 June 2014

### Thursday

#### Séance plénière 3: Développer un secteur agro-alimentaire durable

#### Améliorer l'accès au financement dans le secteur Agro-alimentaire



**Jonathan N. Agwe**

Conseiller pour le financement rural au FIDA (Fonds international de développement agricole), Italie

Jonathan Agwe du FIDA a ouvert la troisième séance plénière. «Malgré une forte croissance économique, la pauvreté persiste dans de nombreuses régions du continent africain», commença-t-il. En effet, la croissance n'est pas suffisamment inclusive, et force est de constater que les fruits de la croissance ne profitent pas à tout le monde de la même façon. L'investissement direct étranger (IDE) va augmenter de manière significative en Afrique au cours des trois prochaines décennies, mais dans 30 ans, estime le FIDA, 21% de la population africaine vivra encore sous le seuil des 0,70 dollars par jour.

Le FIDA tente de surmonter ce défi en travaillant avec ceux qui cherchent à maximiser le nombre de bénéficiaires parmi les plus pauvres.

« Toutes les parties prenantes qui ont un intérêt dans le développement des économies africaines devraient soutenir la création d'un environnement propice à ce développement », a insisté Agwe. Le FIDA se focalise sur la base de la pyramide en matière d'accès à la finance, et la promotion d'un capitalisme « inclusif » plutôt que la sur la maximisation du profit. Le FIDA a investi 850 millions de dollars dans des projets de finance inclusive, dont 42% sont allés en Afrique subsaharienne.

Il a clôturé son intervention en soulignant que le capitalisme inclusif, ainsi qu'un cadre régulateur adéquat, présentent un intérêt à long terme pour toutes les entreprises, car ils assurent l'élargissement de leurs marchés et augmentent le pouvoir d'achat de la population.



**Toshiaki Ono**

Département Agro-alimentaire (Finance et investissement) –  
Division des agro-industries et de l'infrastructure rurale,  
FAO ( Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture)

Toshiaki Ono suivit sur le podium, avec une présentation sur l'assistance technique fournie par la FAO pour soutenir les investissements dans le secteur de l'agro-industrie en Afrique.

« Pour un certain nombre de raisons, il y a une perception de risque élevé dans le secteur de l'agro-industrie, notamment les risques liés à la météo et les coûts de transaction élevés en raison de longues chaînes d'approvisionnement. Une assistance technique peut aider à atténuer ces risques », a expliqué Ono.

Il a donné l'exemple d'un entrepreneur basé à Lusaka, en Zambie, qui a mis en place un centre de transformation de tomates, et a cherché à se fournir parmi les agriculteurs de la région. Cependant, il a rapidement dû constater que cet approvisionnement local n'était pas fiable en termes de qualité et de quantité, et a donc dû se tourner vers la Chine pour ses matières premières ».

« Dans ce scénario, l'assistance technique aurait pu lui venir en aide pour développer une chaîne d'approvisionnement locale, fiable et de haute qualité », a expliqué Ono. L'assistance technique de la FAO prend trois formes principales:

- Soutien direct à travers des prises de participation dans le capital de sociétés
- Aide au développement de chaînes de valeur
- Assistance technique pour faire du lobbying auprès des gouvernements pour aider à améliorer l'environnement des affaires

En Tanzanie, par exemple, la FAO est en partenariat avec Rabobank pour développer un système d'entrepôt. Cependant, il est essentiel d'aller vite, parce que les investissements ne peuvent pas attendre que l'assistance technique porte ses fruits pour résoudre tous les problèmes, et qu'une nouvelle installation est de toute façon nécessaire pour que l'assistance technique puisse avoir le meilleur impact. Ce nouveau système sera motivé par la demande. « La FAO est à la recherche de partenaires de financement et une assistance technique sera accordée aux prestataires de services locaux », a-t-il ajouté



**Philippe Tokpanou**

Conseiller spécial du président, REC / CEDEAO et ExPECT,  
Côte d'Ivoire

Comme son nom l'indique, la REC / CEDEAO et ExPECT se concentre sur l'Afrique de l'Ouest. « Un projet d'investissement ne peut réussir sans que tous les acteurs ne soient impliqués, et l'une des premières priorités devrait être de se concentrer sur le renforcement des capacités locales », commença Tokpanou. Il nota que l'agriculture constituait la base de l'économie en Afrique, avec 70% des forces de travail du continent travaillant directement ou indirectement dans le secteur, et environ 75% du commerce du continent lié au secteur. « Nous devons augmenter de manière significative les rendements des petits producteurs, et la REC / CEDEAO et ExPECT fournissent une assistance à cet égard, en aidant les petits exploitants à s'adapter aux normes internationales. Mettre l'accent sur l'agriculture reste la meilleure façon d'accroître la richesse dans la région, parce que beaucoup de personnes travaillent dans ce secteur », a-t-il observé. « Cependant, il ne suffit pas de regarder la productivité: nous devons

également développer considérablement notre capacité à ajouter de la valeur à la production, au lieu de nous contenter d'exporter les matières récoltées puis de les traiter sur d'autres continents ».

En conclusion, il a exhorté les petits exploitants à créer des plates-formes qui vont au-delà de leurs propres intérêts personnels, et de créer des organisations pouvant atteindre une masse critique, ajoutant que l'investissement local pouvait être augmenté par le biais de 'fonds catalytiques'. « Ce modèle nécessite un capital et un financement patients, étant donné que les retours sur investissements se font sur le long terme » a-t-il conclu.



**Jean Panti**  
Directeur général, FNM (Fonds National de la Micro-finance), Bénin

Le Fonds National de la Micro-finance (FNM) est une institution gouvernementale spécialisée dans les mécanismes de financement de l'agriculture sur la base de partenariats public-privé (PPP).

La croissance économique du Bénin a atteint 5,6% l'an dernier. Le secteur agricole représente 37% de l'économie, néanmoins un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture est fortement sous-financée, et malgré son poids dans l'économie le secteur reçoit moins de 1% des flux d'investissements, expliqua Panti.

Le gouvernement du Bénin a réalisé une étude sur la question, qui a identifié trois principales causes : le manque de financement adapté, le manque de garanties pour l'atténuation des risques, et l'absence de mécanismes de soutien. « C'est la raison pour laquelle le FNM a été créé », dit Panti.

Le FNM fonctionne selon le principe du guichet unique, en particulier pour les femmes entrepreneurs, et pour les petits exploitants. « Le secteur agricole est une priorité pour nous, car c'est le secteur d'activité de la plupart des pauvres, et donc dans lequel notre approche peut avoir le plus grand impact. Le FNM cherche à répondre au besoin urgent de financement dans ce secteur ». Le financement pour les petits agriculteurs est fourni en coopération avec la Banque islamique de développement. L'objectif du FNM est de faire en sorte que ses clients puissent atteindre l'autosuffisance alimentaire et augmenter leurs revenus. « Jusqu'à présent, un total de 11,7 millions de dollars ont été déboursés, et avec l'aide de la Banque islamique de développement, nous avons mis en place un financement très réussi, contribuant à la création de 700.000 emplois ».



**Anne-Katrin Gruenewald**  
Gestionnaire de fonds pour le Africa Agriculture & Trade Investment Fund, Deutsche Bank, Allemagne

Le fonds Africa Agriculture and Trade Investment de la Deutsche Bank a été créé en coopération avec le gouvernement allemand, afin d'améliorer l'accès au financement en Afrique, avec un mandat spécifique d'investir dans le secteur agricole.

« Nous avons trois objectifs avec ce fonds: étendre le financement du secteur agricole, renforcer la sécurité alimentaire, et augmenter les revenus des agriculteurs et leur capacité à générer des emplois ».

Gruenewald a mis en avant trois des éléments clé du fonds: améliorer la liquidité pour le secteur, transférer des compétences et une expertise, et atténuer les risques. Le fonds a commencé à fournir des liquidités à la PTA et la Chase Bank, mais ceux-ci ont dû en contrepartie accepter une grosse partie du fardeau du risque "Toutefois, nous avons récemment décidé d'absorber une plus grande partie du facteur de risque de notre côté" expliqua Gruenewald.

Toutes les décisions d'investissement sont prises par un comité d'experts, ce qui permet d'assurer la conformité aux lois et aux normes sociales: pas de travail des enfants, des salaires minimum, et le respect des droits des peuples autochtones. Gruenewald conclut son intervention en précisant que le fonds disposait actuellement d'un capital de 140 millions d'euros, dont 100 millions ont été déboursés.

#### Séance de questions-réponses

Divers membres de l'auditoire ont ensuite posé des questions aux intervenants, leur demandant notamment de fournir des exemples de projets que leurs organisations respectives ont soutenu, et d'expliquer leur impact. Jonathan Agwe de l'IFAD a fourni des détails sur une ligne de crédit de 56 millions de dollars à la Equity Bank au Kenya, qui a pu aider un grand nombre d'agriculteurs à acheter des engrais. "Cela a eu un impact important sur leurs habitudes de production, et a incité un grand nombre de ces fermiers à produire du maïs pour l'industrie brassicole", a-t-il expliqué.

Anne-Katrin Gruenewald a fourni quant à elle des détails sur les investissements du fonds de la Deutsche Bank en Zambie et au Ghana, aidant de petits agriculteurs à faire d'importants gains de productivité. Elle expliqua que l'objectif du fonds était de soutenir les petits exploitants ainsi que les entreprises agricoles orientées sur l'exportation, et de promouvoir les activités à forte valeur ajoutée dans ces pays.

#### Presentation – Investment Opportunities in Delta State, Nigeria



**H.E. Dr. Emmanuel Eweta Uduaghan**  
Gouverneur exécutif de l'Etat du Delta, au Nigeria

La fin de la séance plénière fut suivie par une présentation spéciale sur les opportunités d'investissement dans l'Etat du Delta au Nigeria.

S.E. Dr. Emmanuel EWETA Uduaghan, gouverneur exécutif de l'Etat du Delta (Delta State), a commencé par une brève description de l'état. Il a rappelé que le secteur pétrolier représente 90% de l'économie du pays, et que l'état du Delta est l'un des 9 états producteurs de pétrole au Nigeria. Cependant, ajouta-t-il, « une économie totalement basée sur le pétrole n'est pas durable; nous devons regarder au-delà, parce que nous savons que demain ce pétrole sera épuisé ».

Le gouverneur a poursuivi son exposé en énumérant les différentes politiques qui ont été établies au niveau de l'état pour diversifier l'économie. Avec une population de 5,1 millions de personnes, l'état cherche à développer ses infrastructures et améliorer son environnement des affaires afin d'accroître son attractivité pour les investisseurs. « Nous avons créé des zones économiques spécifiques, qui ont été équipées en infrastructures. Pour régler les problèmes de développement du capital

humain, le gouvernement de l'état du Delta est entré en partenariat avec le gouvernement allemand pour l'éducation et les bourses d'enseignement. La fourniture d'énergie électrique et les infrastructures ont été améliorées, et les zones commerciales clés, telles que les ports et les aéroports, ont été rénovées. « L'état du Delta est l'endroit idéal pour développer l'industrie légère, en raison de matières premières abondantes et disponibles et une main-d'œuvre bien formée ».

Plus important encore, expliqua le gouverneur, l'état du Delta présente un important potentiel en matière d'agriculture et de tourisme. « Le secteur public soutient l'agriculture grâce à un système de micro-crédit pour financer les petits exploitants, et encourage les PME et les petits exploitants à souscrire à des micro-assurances, afin de couvrir une partie de leurs risques ».

L'état du Delta présente des atouts significatifs et des avantages comparatifs, selon le gouverneur : « Nous sommes un état côtier, avec quatre ports et de deux aéroports internationaux, une population jeune et dynamique, avec des jeunes bien éduqués. Les problèmes de sécurité ont été largement résolus, et la corruption est traitée à la fois au niveau national et au niveau de l'état », assura-t-il. Il a ajouté que l'état a mis en place une loi sur la protection des investissements et a considérablement réduit les formalités administratives, avec la mise en place d'un guichet unique pour la création et l'enregistrement d'une entreprise au registre de commerce. Il a terminé sa présentation en encourageant tout le monde à se rendre au Nigéria.

La modératrice, Idit Miller, qui a récemment visité l'état du Delta, a confirmé qu'il s'agissait d'une destination d'investissement très intéressante. « Le Nigéria ne se limite pas à Lagos et Abuja, loin s'en faut ».



**Princess Abiodun Oyefusi**  
PDG, Delta Leisure Resort, Nigéria

« Le tourisme est un des plus grands secteurs économiques à l'échelle de la planète », affirma Oyefusi. En 1950, il y avait 25 millions de touristes à travers le monde. En 2011, ce chiffre était passé à 1,9 milliards ».

Elle a poursuivi en insistant sur le potentiel de l'Afrique en matière de tourisme et le potentiel du Nigéria, désormais l'économie la plus importante du continent. « Les dirigeants africains doivent considérer le tourisme comme l'un des secteurs les plus prometteurs pour le développement de l'Afrique. En 2020, plus de 40 millions de personnes vont se déplacer sur le continent africain ».

L'économie du Nigéria a connu une croissance de 6,4% en 2013, et a récemment dépassé l'Afrique du Sud en PIB. Cependant si l'on regarde les classements de tourisme, le Nigéria a un long chemin à parcourir: Le pays est classé 136e sur 140 sur base du nombre d'entrées de touristes.



La vision du Delta Leisure Resort, l'un des plus grands projets de tourisme en Afrique, pourrait créer 10.000 emplois et développer le tourisme au Nigéria, ce qui à son tour aurait un impact important sur le reste de l'économie et du secteur.

« Nous sommes en train de développer un complexe hôtelier de 450 hectares. Nous croyons que cet ensemble contribuera de manière significative au développement de la communauté locale. Le complexe comprendra un parc aquatique, un hôtel 5 étoiles, un hôtel 3 étoiles, un centre commercial avec 350 boutiques, un village de sports, et un casino avec des restaurants », a-t-elle expliqué.

Avec un marché immédiat de 9 millions de personnes, de l'Etat du Delta et des environs, le projet comporte également un parc animalier, a souligné Oyefusi. Elle a invité le public à visiter l'état du Delta, et à investir dans son secteur touristique.

#### Séance plénière 4: Améliorer l'accès au financement dans les secteurs clés : énergie, eau, infrastructure



**Karl Weinfurtnner**  
Directeur Afrique, DEG (Institution de financement du développement), Allemagne

Karl Weinfurtnner a ouvert la dernière séance plénière du Forum en introduisant la DEG, qui propose des financements à des entreprises privées, avec 13 bureaux dans le monde, dont 3 en Afrique. En 2013, l'engagement total de la DEG était proche de 1,5 milliards d'euros, dont environ 360 millions d'euros investis en Afrique.

La DEG investit dans deux secteurs importants: le secteur financier et l'infrastructure. Ces deux secteurs représentent environ un tiers de l'engagement total de la DEG. « Les taux de croissance en Afrique sont particulièrement élevés, mais la croissance future de l'Afrique dépendra fortement d'une infrastructure de qualité - c'est la seule façon de garantir une croissance durable ».

Les besoins en énergie de l'Afrique sont énormes et l'Afrique du Sud reste le seul pays sur le continent détenant une capacité importante de production d'énergie.

Pour donner une idée du fossé à combler, la ville de Cologne produit aujourd'hui davantage d'énergie que le Nigéria. C'est d'ailleurs pour cette raison que la DEG investit dans le secteur. Les télécommunications sont un autre domaine prioritaire pour la DEG, qui était l'une des premières institutions à financer le secteur. « Le prochain défi sera d'augmenter la connectivité internet du continent. Enfin, l'eau et l'assainissement restent des secteurs prioritaires : une grande partie de la population n'a toujours pas accès à l'eau potable ».

Les besoins annuels de financement pour le développement des infrastructures sont estimés à 95 milliards de dollars par an, et le déficit de financement actuel est d'environ 50 milliards de dollars. « Le secteur public ne sera pas en mesure de combler l'écart de financement – et l'engagement actif du secteur privé est donc essentiel », a-t-il affirmé.

Les gouvernements doivent mettre en place une législation favorable pour attirer les investisseurs privés dans ce secteur. Un exemple de législation favorable est fourni par les lois «lead-in tariffs», qui garantissent aux producteurs d'énergies renouvelables des prix concurrentiels, et qui ont été largement adoptés par l'Afrique du Sud, par exemple. Weinfurter a aussi évoqué la principale centrale géothermique au Kenya, où les institutions de financement du développement ont pu contribuer uniquement grâce à un changement de cadre juridique. « Dans ces projets, nous voyons de plus en plus de banques commerciales intéressées de cofinancer des projets avec les institutions de financement du développement ».

La DEG peut « structurer les projets de telle manière à ce que les banques commerciales avec des perspectives à court terme puissent y participer. À mon sens, le facteur décisif, ce sont les conditions législatives », a-t-il conclu.



**Günther Mate**  
Agent de crédit senior, BEI (Banque européenne d'investissement), Luxembourg

Günther Mate, agent de crédit senior à la BEI, suivit sur le podium. Il a commencé par une brève introduction sur la BEI et son rôle dans la promotion de l'accès au financement sur le continent africain. « La BEI est une institution de financement à long terme », a-t-il expliqué. « Près de 90% de notre activité est centrée sur l'Europe. En Afrique, notre engagement atteint généralement une valeur de 2 à 3 milliards d'euros. Nous sommes un important bailleur de fonds dans les projets énergétiques, avec un accent stratégique sur les énergies renouvelables ».

Mate a souligné que le taux d'électrification de l'Afrique subsaharienne atteignait à peine 30%, ce qui constitue un obstacle majeur à la croissance économique sur le continent. « Pour arriver à un niveau de 100%, il faudrait environ 200 à 250 milliards de dollars », expliqua-t-il.

Traditionnellement, le financement de l'énergie provient de trois sources différentes: les budgets nationaux qui sont financés par les droits de douane et les taxes, les bailleurs de fonds, et les emprunts, généralement fournis par les banques de développement. «Au cours des dernières années, les moyens fournis par les bailleurs de fonds ont fortement diminué, et compte tenu du chemin restant à parcourir, d'autres sources de financement sont nécessaires. Cela signifie que nous devons exploiter les ressources locales, parmi lesquelles les banques, les assurances, les fonds de pension, et les liquidités internationales à la recherche d'un retour sur investissement ».

« Mais ce n'est là qu'une partie de l'équation, car les services publics devraient également parvenir à plus d'efficacité interne », ajouta Mate. Le manque d'efficacité que l'on rencontre actuellement peut aider à expliquer que les petits projets d'énergie ne soient pas financés à l'heure actuelle - il s'agit probablement à la fois d'une question de manque d'accès au financement et d'un manque de projets. Le capital-risque doit être fortement renforcé ».

« Dans la phase de construction, il y a un problème de garantie, car ce qui a été construit pourrait ne rien valoir si un projet est abandonné en cours de route ». Autrement dit, les banques locales ont intérêt à examiner de près la phase de construction. Mate développa sur le défi de la réduction des risques dans les projets énergétiques, en amont et en aval d'un projet. Ici, la BEI joue un rôle important, en travaillant sur un système de partage des risques, appelé « Outil de facilitation pour une énergie durable en Afrique », à travers lequel les banques locales bénéficient de l'assistance technique ». En cas de défaut de paiement, le premier coup serait pris par les bailleurs de fonds, laissant la SFI et la BEI en deuxième ligne sur le partage des risques ».



**Randy Welsch**  
PDG, Jibu, États-Unis

Randy Welsch a focalisé sa présentation sur les meilleures façons d'aborder le financement des projets sur le terrain, et d'aligner les intérêts des parties prenantes aussi bien sur l'impact social que l'impact financier.

Selon Welsch, 50% des projets financés par les bailleurs de fonds échouent à cause d'un manque de réflexion sur la viabilité à long terme d'un projet. Jibu, qui travaille sur la fourniture d'eau potable, est un réseau de franchise à trois niveaux: l'entreprise elle-même, un réseau régional de gestionnaires, et un réseau de franchisés sur le terrain. L'entreprise fournit l'équipement, les bouteilles, assure le marketing, et surtout, apporte le financement.

Dans le modèle de Jibu, les bénéficiaires investissent un montant de 500 dollars, tandis que Jibu apporte 10.000 dollars ou plus en capital, que les franchisés remboursent ensuite sur le long terme.

« En ce moment, nous travaillons dans les zones urbaines à forte densité, principalement dans les communautés à bas revenu. Nous ne creusons pas de puits, nous filtrons les sources d'eau existantes, avant de reconditionner l'eau en bouteille, pour la vendre ensuite à un quart, voire un cinquième du prix de l'eau la moins chère vendue en magasin », expliqua Welsch.

« Nous parvenons à garder de bas prix en allant directement au consommateur, sans intermédiaire. En outre, nos coûts de transport sont très bas puisque nous nous procurons l'eau à distance de marche. En fait, les bouteilles en plastique représentent environ 95% des coûts ».

La population cible de Jibu est le marché intermédiaire, qui représente environ 70% de la population. Les 20% de la population les plus démunis bénéficient en principe de timbres et de subventions gouvernementales pour l'accès à l'eau. Jibu est une organisation à but lucratif avec un objectif d'impact social. Elle exploite actuellement quatre entreprises dans trois pays, avec l'intention de monter jusqu'à 36 nouvelles entreprises. « Grandir davantage est la seule façon de gagner de l'argent, et en fait, nous serions ravis d'être copiés, car ce sera le signe que notre approche fonctionne », conclut Welsch.



**Tali Levin**  
Consultante – Water Projects, Israël

Water Projects Israël est spécialisée dans les usines de dessalement, les compteurs et les outils de mesure de débit, l'irrigation, le traitement des eaux, ainsi que la sécurité de l'eau, expliqua Levin.

Elle a ensuite donné des exemples de projets menés par Water Projects à Dar Es Salaam (Tanzanie) et Manille (Philippines).

En Tanzanie, Water Projects est en train de mettre en place une solution visant à économiser l'eau et optimiser l'utilisation des ressources. Le client est la compagnie publique des eaux de Dar Es Salaam. L'objectif est d'améliorer l'efficacité du système de distribution d'eau et de collecte des recettes, en réduisant les pertes d'eau, en particulier d'eau potable. Actuellement, on estime que jusqu'à 50% des eaux potables sont perdues à cause de la vétusté des canalisations et des fuites dans le système de distribution. En outre, l'eau courante n'est généralement disponible que 7 heures par jour. La solution mise en place par Water Projects permettra au service public de desservir une plus grande partie de la population, d'offrir un meilleur service (24 heures sur 24, 7 jours sur 7), d'augmenter ses revenus, et de réduire ses coûts.

Le projet en cours de réalisation comporte plusieurs étapes: d'abord une cartographie et une étude de faisabilité, puis un projet pilote. En cas de succès, le projet sera étendu à toute la ville. L'investissement est estimé à 100-150 millions de dollars, venant de sources diverses, parmi lesquelles la Banque mondiale, des bailleurs de fonds et des investisseurs privés.

Levin a clôturé sa présentation avec une description détaillée d'un projet de traitement de l'eau à Manille, aux Philippines, où la conception hydraulique de pointe permet des économies d'énergie significatives.

#### Séance de questions-réponses

La dernière séance plénière fut suivie par la désormais traditionnelle séance de questions-réponses. Les délégués cherchaient notamment à en savoir plus sur les options de financement disponibles pour des projets spécifiques. Les orateurs ont fourni des réponses en rapport avec leur secteur d'activité.

Les intervenants ont encouragé les délégués à démarcher les institutions de financement pour leurs opérations et leurs projets.

Certains délégués ont demandé à Randy Welsch de JIBU de détailler des informations sur sa concurrence, et leurs efforts d'expansion. "Nous maintenons pour le moment un profil bas car nous sommes en train de perfectionner notre modèle", expliqua-t-il. "Si nous nous agrandissons trop vite, des entreprises plus grandes nous verrons comme des concurrents car nous vendons l'eau bien moins cher, ce qui est notre principal argument de vente. Nous devons faire face à cette réalité le moment venu".



#### Annnonce Spéciale Agribusiness Forum

Les travaux du Forum touchant à leur fin, le moment vint pour Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC, d'annoncer la date et le lieu de l'**AgriBusiness Forum 2014**, le second événement annuel d'EMRC, désormais tenu dans une grande capitale africaine.

« Le prochain AgriBusiness Forum d'EMRC se tiendra à **Kinshasa, en République Démocratique du Congo, du dimanche 26 au mercredi 29 octobre 2014**. Ce sera un événement panafricain majeur, et le fait que nous organisons ce Forum dans l'une des plus grandes villes d'Afrique, au cœur du continent, témoigne de notre volonté d'organiser un événement qui soit pertinent pour toutes les régions de l'Afrique ».

Miller a rappelé l'importance du déroulement de l'événement en RDC, l'un des géants du continent avec un important potentiel inexploité, où l'avenir de l'agriculture en Afrique et sa contribution à la croissance inclusive seront discutés.

« L'Afrique a le potentiel de se nourrir, et le reste du monde aussi. Certes, nous savons qu'il y a de nombreux défis, mais nous croyons fermement que les opportunités sont plus grandes », conclut Miller.

## Clôture officielle



### Joachim Schumacher

Directeur pour l'Afrique et l'Amérique latine, DEG (Institution de financement du développement), Allemagne

Joachim Schumacher, représentant l'organisation hôte DEG, a officiellement clôturé le Forum: « C'était un grand honneur pour nous ici à la DEG d'avoir été en mesure d'accueillir le Forum AFIF cette année. Je suis particulièrement satisfait de constater qu'à travers lenetworking et les rencontres B2B, nous avons pu certainement discuter des grandes questions du financement et de l'investissement en Afrique, mais aussi, et peut-être de manière plus importante encore, nous avons pu connecter les gens entre eux. Nous sommes confiants qu'à terme, ces rencontres se traduiront par des avantages réels pour les habitants du continent tout entier, et contribueront à la trajectoire du continent africain vers une croissance inclusive et une plus grande prospérité ».

« Je tiens enfin à exprimer mes plus sincères remerciements à EMRC pour l'organisation de ce Forum dans la ville de Cologne ».



### Arthur Levi

Comité exécutif d'EMRC, Belgique

Arthur Levi, qui a animé plusieurs séances tout au long du Forum, a remercié les intervenants et les participants, et a résumé les travaux du Forum avec lucidité.

« Il y a des dollars et il y a des projets, mais il y a surtout un « chaînon manquant », le fameux « missing middle », c'est à dire ce fossé qui doit être comblé pour faire rapprocher les deux. J'espère sincèrement que ce Forum aura contribué à réduire cet écart et que, grâce à des réunions comme celle-ci, le financement du développement de l'Afrique deviendra plus facile au fil du temps ».

Il a ensuite cité en exemple deux organisations présentes au Forum, Grofin et la Fondation Shell, qui aident à combler l'écart: « Les fondations dotées de moyens importants comme celle-ci, sont en mesure de consacrer de l'argent à des initiatives à haut risque et, en montrant ainsi l'exemple, encourageront d'autres à leur emboîter le pas ». Levi a également mentionné One Thousand and One Voices, qui fournit des capitaux sur une base plus souple, qui doit être vu comme un modèle important pour le financement en Afrique.

« Les profils des finalistes du Concours de l'Incubateur de Projets EMRC démontrent parfaitement que l'on peut travailler très dur et avoir été en affaires depuis longtemps, et malgré cela rencontrer des difficultés à accéder à la finance. C'est donc à nous, les décideurs et les parties prenantes dans cette salle, qu'il revient d'identifier et de reconnaître le mérite et les succès, et d'encourager ceux qui fournissent du financement pour aller de l'avant », conclut-t-il.



### Idit Miller

Vice-présidente et directrice générale, EMRC, Belgique

Idit Miller, vice-présidente et directrice générale d'EMRC, a remercié les participants, les partenaires et les sponsors du Forum AFIF 2014.

Elle a exprimé ses remerciements personnels à la DEG, les hôtes du Forum et leur équipe extraordinaire, dirigée par Bruno Wenn, ainsi qu'à l'équipe EMRC. « Mes derniers mots de remerciement iront à tous ceux qui ont fait l'effort de venir à Cologne pour discuter de la question importante du financement et de l'investissement sur le continent africain ».

Elle a conclu en exprimant l'espoir que les consulats et les ambassades des pays européens en Afrique réduiront à l'avenir les formalités d'entrée et de visa, pour que les entrepreneurs africains puissent se déplacer et venir en Europe plus facilement pour faire des affaires. « Ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Afrique, mais aussi clairement de l'Europe, d'améliorer et de faciliter les relations économiques entre nos deux continents. L'Europe ne peut pas prêcher aux autres de pratiquer l'ouverture des frontières et la réduction des formalités administratives, et mettre en place ses propres barrières », conclut-elle, sous les applaudissements de l'auditoire.



Organisé par :



Accueilli par :



Organisations partenaires :



Partenaires de connaissances :

